

**PR. PIERRE BON**

**Liste des publications**

---

**DROIT IBERIQUE ET IBERICO-AMERICAIN**

- 1) *Les autonomies régionales dans la Constitution espagnole de 1978* (en collaboration avec F. Moderne), préface de E. Garcia de Enterría, Editions Economica, 1981, 169 p.
- 2) *La justice constitutionnelle en Espagne* (en collaboration avec F. Moderne et Y. Rodriguez), préface de M. Garcia-Pelayo, Editions Economica et P.U.A.M., 1984, 284 p.
- 3) La statut constitutionnel de la liberté de la presse en Espagne, *in La prensa de los siglos XIX y XX* (dirigé par M. Tuñón de Lara), Servicio editorial de la Universidad del País vasco, 1986, pp. 339-364.
- 4) La statut constitutionnel de la liberté d'information en Espagne, *in Les moyens d'information en Espagne*, Presses universitaires de Bordeaux, 1986, pp. 95-143.
- 5) Le droit de propriété dans la Jurisprudence du Tribunal constitutionnel espagnol, *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1985, volume I, Economica et P.U.A.M., 1987, pp. 239-255.
- 6) Chronique Espagne (en collaboration avec F. Moderne), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1985, volume I, Economica et P.U.A.M., 1987, pp. 339-398.
- 7) L'interruption volontaire de grossesse dans la jurisprudence du Tribunal constitutionnel espagnol, *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1986, volume II, Economica et P.U.A.M., 1988, pp. 119-131.
- 8) Chronique Espagne (en collaboration avec F. Moderne et J. E. Soriano), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1986, volume II, Economica et P.U.A.M., 1988, pp. 325-388.

- 9) Le Tribunal constitutionnel espagnol et la liberté d'information, *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1987, volume III, Economica et P.U.A.M., 1989, pp. 261-300.
- 10) Chronique Espagne (en collaboration avec F. Moderne et P. Cruz Villalón), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1987, volume III, Economica et P.U.A.M., 1989, pp. 495-566.
- 11) Présentation générale in *La Justice constitutionnelle au Portugal* (Préface de A. M. de Almelda Marques Guedes). Economica, 1989, pp. 21-155.
- 12) Les magistrats du Tribunal constitutionnel espagnol, *Annuaire International de justice constitutionnelle* 1988, volume IV, Economica et P.U.A.M., 1990, pp. 117-132.
- 13) Chronique Espagne (en collaboration avec F. Moderne et P. Cruz Villalón), *Annuaire International de justice constitutionnelle* 1988, volume IV, Economica et P.U.A.M., 1990, pp. 297-343.
- 14) Les expériences étrangères : Espagne - Portugal, in *L'exception d'inconstitutionnalité*, S.T.H., 1990, pp. 45-66.
- 15) L'exception d'inconstitutionnalité en Espagne (question d'inconstitutionnalité), *Revue française de droit constitutionnel* 1990, pp. 679-683.
- 16) Les droits et libertés en Espagne - Eléments pour une théorie générale, in *Dix ans de démocratie constitutionnelle en Espagne*, Editions du C.N.R.S., 1991, pp. 35-69.
- 17) Chronique Espagne (en collaboration avec F. Moderne et P. Cruz Villalón), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1989, volume V, Economica et P.U.A.M., 1991, pp. 401-470.
- 18) L'administration de l'enseignement en Espagne, *Annuaire européen d'administration publique* 1990, Editions du C.N.R.S., 1991, pp. 17-46.
- 19) Chronique Espagne, *Annuaire européen d'administration publique* 1990, Editions du C.N.R.S., 1991, pp. 287-300.
- 20) Espagne : plus solide qu'il n'y paraît, in *Les pays d'Europe occidentale - Edition 1991* (sous la direction d'A. Grosser), Documentation française, 1991, pp. 169-190.

- 21) La constitutionnalisation du droit espagnol, *Revue française de droit constitutionnel* 1991, pp. 35-54.
- 22) *La nouvelle République brésilienne - Etudes sur la Constitution du 5 octobre 1988* (sous la direction de D. Maus et P. Bon), *Economica*, 1991, 451 p.
- 23) Chronique Espagne (en collaboration avec F. Moderne et P. Cruz Villalón), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1990, volume VI, *Economica* et P.U.A.M., 1992, pp. 531-594.
- 24) Administration et fonctionnement de la justice en Espagne, *Annuaire européen d'administration publique* 1991, Editions du C.N.R.S., 1992, pp. 17-43.
- 25) Chronique Espagne, *Annuaire européen d'administration publique* 1991, Editions du C.N.R.S., 1992, pp. 445-460.
- 26) Espagne : une usure du pouvoir plus apparente que réelle, in *Les pays d'Europe occidentale - Edition 1992* (sous la direction d'A. Grosser), Documentation française, 1992, pp. 169-192.
- 27) *Etudes de droit constitutionnel franco-portugais* (sous la coordination de P. Bon), *Economica*, 1992, 472 p.
- 28) Les délégations législatives en droit comparé franco-espagnol, in *Mélanges en l'honneur du Doyen Jean-Marie Auby*, Dalloz, 1992, pp. 463-492.
- 29) Le fonctionnement des pouvoirs publics, in *L'Espagne aujourd'hui - Dix années de gouvernement socialiste* (sous la direction de F. Moderne et de P. Bon), Documentation française, 1993, pp. 33-59.
- 30) Chronique Espagne (en collaboration avec F. Moderne et E. Alberti), *Annuaire International de justice constitutionnelle* 1991, volume VII, *Economica* et P.U.A.M., 1993, pp. 459-517.
- 31) Chronique Espagne, *Annuaire européen d'administration* 1992, Editions du C.N.R.S., 1993, pp. 311-321.
- 32) Espagne : contrastes, in *Les pays d'Europe occidentale - Edition 1993* (sous la direction d'A. Grosser), Documentation française, 1993, pp. 171-193.
- 33) Chronique Espagne (en collaboration avec F. Moderne et E. Alberti), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1992, volume VIII, *Economica* et P.U.A.M., 1994, pp. 409-468.

- 34) Constitution et administration en Espagne, *Annuaire européen d'administration publique* 1993, Editions du C.N.R.S., 1994, pp. 17-34.
- 35) Chronique Espagne, *Annuaire européen d'administration publique* 1993, Editions du C.N.R.S., 1994, pp. 343-352.
- 36) *Etudes de droit constitutionnel franco-espagnol* (sous la coordination de P. Bon), Economica, 1994, 318 p.
- 37) Espagne : l'Etat des autonomies, in *L'Etat autonome : forme nouvelle ou transitoire en Europe ?* (sous la direction de C. Bidégaray), Economica, 1994, pp. 113-133.
- 38) Chronique Espagne (en collaboration avec F. Moderne et E. Alberti), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1993, volume IX, Economica et P.U.A.M., 1995, pp. 319-383.
- 39) Espagne : fragilité politique et économique, in *Les pays d'Europe occidentale - Edition 1994* (sous la direction d'A. Grosser), Documentation française, 1994, pp. 187-208.
- 40) Espagne : scandales en série, in *Les pays d'Europe occidentale - Edition 1995* (sous la direction d'A. Grosser), Documentation française, 1995, pp. 175-196.
- 41) Chronique Espagne (en collaboration avec F. Moderne et E. Alberti), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1994 Economica et P.U.A.M., 1995, pp. 415-483.
- 42) Chronique Espagne, *Annuaire européen d'administration publique* 1994, P.U.A.M., 1995, pp. 273-284.
- 43) Espagne : dernière année de pouvoir pour Felipe González, in *Les pays d'Europe occidentale - Edition 1996* (sous la direction d'A. Grosser), Documentation française, 1996, pp. 181-205.
- 44) Chronique Espagne (en collaboration avec F. Moderne et E. Alberti), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1995, Economica et P.U.A.M., 1996, pp. 597-672.
- 45) L'administration répressive en Espagne, *Annuaire européen d'administration publique* 1995, P.U.A.M., 1996, pp. 127-146.

- 46) Chronique Espagne (en collaboration avec P. Cambot), *Annuaire européen d'administration publique* 1995, P.U.A.M., 1996, pp. 337-356.
- 47) Espagne : l'alternance incomplète, in *Les pays d'Europe occidentale - Edition 1997* (sous la direction d'A. Grosser), Documentation française, 1997, pp. 185-213.
- 48) Chronique Espagne (en collaboration avec F. Moderne et E. Alberti), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1996, Economica et P.U.A.M., 1997, pp. 569-615.
- 49) Administration et l'environnement en Espagne, *Annuaire européen d'administration publique* 1996, P.U.A.M., 1997, pp. 65-77.
- 50) Chronique Espagne (en collaboration avec P. Cambot), *Annuaire européen d'administration publique* 1996, P.U.A.M., 1997, pp. 287-306.
- 51) Le référendum dans les droits ibériques, *Revue française de droit constitutionnel* 1997, n° 31, pp. 451-480, publié également in *Perspectivas constitucionais - Nos 20 anos da Constituição de 1976* (dir. J. Miranda), volume II, Coimbra editora, 1997, pp. 531-568.
- 52) Le Tribunal constitutionnel espagnol : présentation générale, *Les cahiers du Conseil constitutionnel* 1997, n° 2, pp. 38-53, suivi d'un entretien avec le Président du Tribunal constitutionnel espagnol (pp. 54-61) et d'une traduction en français de la loi organique relative au Tribunal constitutionnel espagnol (pp. 64-76).
- 53) Constitution française de 1958 et Constitution espagnole de 1978, *Revista uruguaya de derecho constitucional y político* 1995-1996, n° 67-71, pp. 43-65.
- 54) Les constitutions espagnole et française face au phénomène du gouvernement minoritaire, *Revista jurídica de Navarra* 1996, n° 22, pp. 11-16.
- 55) Constitution et éthique biomédicale en Espagne, in *Constitution et éthique biomédicale*, 1998, La documentation française, pp. 69-92.
- 56) Espagne : du sang et des larmes, in *Les pays d'Europe occidentale - Edition 1998* (sous la direction d'A. Grosser), Documentation française, 1998, pp. 179-208.
- 57) Chronique Espagne (en collaboration avec E. Alberti), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1997, Economica et P.U.A.M., 1998, pp. 559-593.

- 58) Chronique Espagne (en collaboration avec P. Cambot), *Annuaire européen d'administration publique* 1997, P.U.A.M., 1998, pp. 249-272.
- 59) Espagne : « Beau fixe », in *Les pays d'Europe occidentale - Edition 1999* (sous la direction d'A. Grosser), Documentation française, 1999, pp. 171-199.
- 60) Chronique Espagne (en collaboration avec E. Alberti et P. Cambot), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1998, Economica et P.U.A.M., 1999, pp. 681-734.
- 61) Chronique Espagne (en collaboration avec P. Cambot), *Annuaire européen d'administration publique* 1998, P.U.A.M., 1999, pp. 343-379.
- 62) Administration et police en Espagne, *Annuaire européen d'administration publique* 1998, P.U.A.M., 1999, pp. 51-71.
- 63) Espagne : attente, in *Les pays d'Europe occidentale - Edition 2000*(sous la direction d'A. Grosser), Documentation française, 2000, pp. 175-206.
- 64) Chronique Espagne (en collaboration avec E. Alberti, P. Cambot et J.L. Requejo Pagés), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 1999, Economica et P.U.A.M., 2000, pp. 494-555.
- 65) Chronique Espagne (en collaboration avec P. Cambot), *Annuaire européen d'administration publique* 1999, P.U.A.M., 2000, pp. 367-397.
- 66) Le régime administratif des cultes en Espagne, *Annuaire européen d'administration publique* 1999, P.U.A.M., 2000, pp. 77-94.
- 67) Le droit de vote en Espagne, in *Dictionnaire du vote* (sous la direction de P. Perrineau et D. Reynié), P.U.F., 2001, pp. 415-420.
- 68) Chronique Espagne (en collaboration avec E. Alberti, P. Cambot et J.L. Requejo Pagés), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 2000, Economica et P.U.A.M., 2001, pp. 605-659.
- 69) Le triomphe du *Partido popular*, in *Les pays d'Europe occidentale - Edition 2001* (sous la direction d'A. Grosser), Documentation française, 2001, pp. 185-212
- 70) L'Etat en Amérique latine, in *L'Amérique latine, Pouvoirs*, n° 98, Le Seuil, 2001, pp. 17-36.
- 71) Cap au centre, in *Les pays d'Europe occidentale - Edition 2002* (sous la direction d'A. Grosser), Documentation française, 2002, pp. 189-214.

- 72) Chronique Espagne (en collaboration avec E. Alberti, P. Cambot et J.L. Requejo Pagés), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 2001, Economica et P.U.A.M., 2002, pp. 513-556.
- 73) Indépendants et responsables ? Note sur la situation constitutionnelle des juges espagnols, *Les cahiers du Conseil constitutionnel* 2003, n° 14, pp. 90-96.
- 74) Premiers nuages pour José María Aznar, in *Les pays de l'Union européenne - Edition 2003* (sous la direction d'A. Grosser), Documentation française, 2003, pp. 129-149.
- 75) Chronique Espagne (en collaboration avec E. Alberti, P. Cambot et J.L. Requejo Pagés), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 2002, Economica et P.U.A.M., 2003, pp. 555-595.
- 76) *Les années Aznar* (sous la direction de F. Moderne et P. Bon), La documentation française, 2004, 173 p.
- 77) Chronique Espagne (en collaboration avec E. Alberti, P. Cambot et J.L. Requejo Pagés), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 2003, Economica et P.U.A.M., 2004, pp. 627-681.
- 78) La modulation des effets des décisions des juridictions constitutionnelle et administratives en droit espagnol, *R.F.D.A.* 2004, pp. 690-695.
- 79) La modulation des effets des décisions des juridictions constitutionnelle et administratives en droit portugais, *R.F.D.A.* 2004, pp. 696-699.
- 80) Rétablissement pour José María Aznar ?, in *Les pays de l'Union européenne - Edition 2004* (sous la direction d'A. Grosser), Documentation française, 2004, pp. 137-163.
- 81) La Constitution espagnole dans le constitutionnalisme contemporain, *La Constitution et les valeurs – Mélanges en l'honneur de Dmitri Georges Lavroff*, Dalloz, 2005, pp. 69-84, publié également sous le titre La Constitución española en el marco del constitucionalismo contemporáneo in *Revista española de derecho constitucional* 2003, n° 69, pp. 13-29.
- 82) Code civil et Constitution(s) : le cas de l'Espagne, Code civil et Constitution(s), sous la direction de M. Verpeaux, Economica et P.U.A.M., 2005, pp. 95-98.

- 83) Sur les rapports entre juge constitutionnel et juge ordinaire – Quelques précisions sur le cas espagnol, *Constitution et finances publiques, Etudes en l'honneur de L. Philip*, Economica, 2005, pp. 43-58.
- 84) Chronique Espagne (en collaboration avec E. Alberti, P. Cambot et J.L. Requejo Pagés), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 2004, Economica et P.U.A.M., 2005, pp. 565-629.
- 85) La liberté personnelle en Espagne, in *La liberté personnelle : une autre conception de la liberté ?*, colloque Toulouse 17 mai 2005, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2006, pp. 114 et ss.
- 86) Chronique Espagne (en collaboration avec E. Alberti, P. Cambot et J.L. Requejo Pagés), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 2005, Economica et P.U.A.M., 2006, pp. 475-523.
- 87) Les droits sociaux fondamentaux en Espagne : le régime, in *Les droits sociaux fondamentaux : entre droits nationaux et droit européen* (sous la direction de L. Gay, E. Mazuyer et D. Nazet-Allouche), Bruylant, 2006, pp. 135-148.
- 88) La Constitution portugaise dans le constitutionnalisme contemporain, *Anuário português de direito constitucional* 2006, volume V, pp. 95-108.
- 89) Le pouvoir de suspension du juge constitutionnel : l'exemple du Tribunal constitutionnel espagnol, *Juger l'administration, administrer la justice - Mélanges en l'honneur de D. Labetoulle*, Dalloz, 2007, pp. 65-79.
- 90) Chronique Espagne (en collaboration avec H. Alcaraz, E. Alberti, P. Cambot et J.L. Requejo Pagés), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 2006, Economica et P.U.A.M., 2007, pp. 691-746.
- 91) Les révisions de la Constitution portugaise, *Politeia*, n° 11, printemps 2007, pp. 253-260.
- 92) L'intégration dans le système international, in *L'Espagne, Pouvoirs*, n° 124, Le Seuil, 2008, pp. 123-138.
- 93) *Amparo* (recours d'), in *Dictionnaire des droits de l'homme* (sous la direction de J. Andriantsimbazovina et autres), P.U.F., 2008, pp. 31-36.

- 94) Chronique Espagne (en collaboration avec E. Alberti, H. Alcaraz, P. Cambot, O. Lecucq et J.L. Requejo Pagés), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 2007, Economica et P.U.A.M., 2008, pp. 683-744.
- 95) Tribunal constitutionnel espagnol : importantes modifications de sa loi organique en 2007, *Le dialogue des juges – Mélanges en l'honneur du Président Genevois*, Dalloz, 2009, pp. 51-74.
- 96) *Trente ans d'application de la Constitution espagnole* (sous la direction de), Dalloz, 2009, 270 p.
- 97) La Constitution espagnole face à ses défis, *Revista general de derecho constitucional*, n° 7, avril 2009, revue électronique consultable sur [www.iustel.com](http://www.iustel.com)
- 98) Chronique Espagne (en collaboration avec E. Alberti, H. Alcaraz, P. Cambot, O. Lecucq et J.L. Requejo Pagés), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 2008, Economica et P.U.A.M., 2009, pp. 579-634.
- 99) Chronique Espagne (en collaboration avec E. Alberti, H. Alcaraz, P. Cambot, O. Lecucq et J.L. Requejo Pagés), *Annuaire international de justice constitutionnelle* 2009, Economica et P.U.A.M., 2010, pp. 631-676.
- 100) La question de constitutionnalité en Espagne, in *La question prioritaire de constitutionnalité, Pouvoirs*, n° 137, à paraître, 2011.

#### **DROITS FONDAMENTAUX**

- 101) La protection juridictionnelle des droits de l'homme en France (au niveau interne et international), in *Droit constitutionnel et droits de l'homme*, Economica et P.U.A.M., 1987, pp. 269-319.
- 102) Proteção jurisdiccional dos direitos do homen na França, *Revista brasileira do direito publico* 1988, pp. 127-144.
- 103) La protection constitutionnelle des droits fondamentaux - Aspects de droit comparé européen, in *La nouvelle Constitution brésilienne* (sous la direction de D. Maus et P. Bon), Economica, 1991, pp. 223-265 (publié également en français in *Revista da Faculdade de direito da Universidade de Lisboa* 1990, vol. XXXI, pp.

- 9-65 et en espagnol in *Revista del Centro de estudios constitucionales* 1992, n° 11, pp. 43-82).
- 104) Le statut constitutionnel du droit de propriété, in *Propiedad, expropiación y responsabilidad* (dir. J. Barnés), Tecnos et Junta de Andalucía, 1995, pp. 175-190.
- 105) Le contenu de la notion de secret de la vie privée, rapport introductif au colloque Constitution et secret de la vie privée, Aix-en-Provence, 15 et 16 septembre 2000, *Annuaire international de justice constitutionnelle* 2000, Economica et P.U.A.M., 2001, p. 370 et ss.
- 106) Prévention du terrorisme et protection des droits fondamentaux, rapport introductif au colloque Lutte contre le terrorisme et protection des droits fondamentaux, Aix-en-Provence, 13 et 14 septembre 2002, *Annuaire international de justice constitutionnelle* 2002, Economica et P.U.A.M., 2003, pp. 348-353.
- 107) Justice constitutionnelle et justice ordinaire, rapport introductif au colloque Justice constitutionnelle, justice ordinaire, justice supranationale : à qui revient la protection des droits fondamentaux ?, Aix-en-Provence, 17 et 18 septembre 2004, *Annuaire international de justice constitutionnelle* 2004, Economica et P.U.A.M., 2005, pp. 364-369.
- 108) Le droit à la propriété privée : rapport français, *Fundamental rights in Europe and North America*, dir. A. Weber, Kluwer Law International, à paraître.

#### **DROIT CONSTITUTIONNEL FRANÇAIS ET COMPARE**

- 109) Le Conseil constitutionnel et le modèle des Cours constitutionnelles européennes, *Mélanges en l'honneur du professeur J. Avenur - Aux frontières de l'économie et du droit*, 1989, pp. 265-292 (publié également en français in *Revista española de derecho constitucional* 1991, n° 32, pp. 45-72 et en espagnol in *Revista vasca de administración pública* 1991, n° 31, pp. 37-58).
- 110) Les recours envisagés, in *Le recours des particuliers devant le juge constitutionnel* (sous la direction de F. Delpérée), Economica et Bruylant, 1991, pp. 101-121.
- 111) *Dictionnaire constitutionnel* (sous la direction d'O. Duhamel et Y. Mény), rédaction de plusieurs entrées (notamment contrôle abstrait ; contrôle *a posteriori* ;

contrôle *a priori* ; contrôle concentré ; contrôle concret ; contrôle diffus ; droit de propriété ; exception d'inconstitutionnalité liberté d'entreprendre ; opinion dissidente , saisine), P.U.F., 1992.

- 112) Les collectivités territoriales de la République, in *L'écriture de la Constitution de 1958* (sous la direction de D. Maus, L. Favoreu et J.-L. Parodi), Economica et P.U.A.M., 1992, pp. 623-643.
- 113) Aspects récents du contrôle des campagnes électorales en France, *R.F.D.C.* 1993, n° 13, pp. 59-89 (publié également en espagnol in *Tendencias contemporaneas del derecho electoral en el mundo*, Mexico, 1993, pp. 579-611).
- 114) Constitution de 1958 et droit administratif, *Les petites affiches* du 1° décembre 1993, pp. 4-8.
- 115) Les nationalisations dans la jurisprudence constitutionnelle de l'Europe de l'ouest, *R.F.D.C.* 1994, pp. 17-57.
- 116) Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel n° 94-346 DC du 21 juillet 1994, Constitution de droits réels sur le domaine public, *R.F.D.C.* 1994, pp. 814-826.
- 117) La légitimité du Conseil constitutionnel français, in *Legitimidade e legitimação da justiça constitucional*, Colloque du dixième anniversaire du Tribunal constitutionnel portugais, Coimbra editora, 1995, pp. 139-153.
- 118) Les tensions entre le Conseil constitutionnel et le législateur en France, in *Las tensiones entre el Tribunal constitucional y el legislador en la Europa actual* (sous la direction d'E. Aja), Ariel, Barcelone, 1998, pp. 137-170.
- 119) La réforme du Conseil supérieur de la magistrature français, *Poder judicial* 1997, n° 47, pp. 13-21.
- 120) Le traité d'Amsterdam devant le Conseil constitutionnel, commentaire de la décision du Conseil constitutionnel 97-394 DC du 31 décembre 1997, *Les petites affiches* 1998, n° 73, pp. 17-33 et *Revista española de derecho constitucional* 1998, n° 53, pp. 237-265 de même que *Revista derecho del Estado* (Colombie), n° 9, décembre 2000, pp. 41-63.
- 121) Le Conseil constitutionnel français, in *La pratique constitutionnelle en France et en Espagne de 1958 et 1978 à 1999*, dir. D.G. Lavroff et M. Ramírez, 2001,

- Presses universitaires de Bordeaux, 2001, pp. 175-197, publié également sous le titre A propósito del Consejo constitucional francés in *La democracia constitucional - Estudios en homenaje al Profesor Francisco Rubio Llorente*, Madrid, 2002, volume 2, pp. 1435-1455.
- 122) Las instituciones de democracia semidirecta en la Europa contemporánea (en collaboration avec F. Moderne), *Revista costarricense de derecho constitucional*, tome III, 2002, pp. 111-151.
- 123) Les immunités des membres du gouvernement, rapport introductif au colloque Immunités constitutionnelles et privilèges de juridiction, Aix-en-Provence, 21 et 22 septembre 2001, *Annuaire international de justice constitutionnelle* 2001, Economica et P.U.A.M., 2002, pp. 330 et ss.
- 124) La responsabilité pénale du Président de la République en Europe du sud, in *La responsabilité pénale du Président de la République* (dir. C. Guettier et A. Le Divillec), L'Harmattan, 2003, pp. 143-160, publié également in *El derecho público a comienzos del siglo XXI – Estudios en homenaje al profesor A.R. Brewer Carías*, Madrid, 2003, tome I, pp. 883-891.
- 125) Les modalités de l'élection, rapport introductif au colloque Constitution et élections, Aix-en-Provence, 12 et 13 septembre 2003, *Annuaire international de justice constitutionnelle* 2003, Economica et P.U.A.M., 2003, pp. 390 et ss.
- 126) Observations générales sur la préparation de la décision du juge constitutionnel, Séminaire international sur les modes de décision du juge constitutionnel, Bruxelles, 6 et 7 décembre 2001, *Revue belge de droit constitutionnel* 2004, pp. 307-316.
- 127) La dissolution des partis politiques, *Mouvement du droit public – Mélanges en l'honneur de Franck Moderne*, Dalloz, 2004, pp. 1011-1044, publié également in *La Constitución española en el contexto constitucional europeo* (dir. Fernández Segado), Madrid, 2003, pp. 1381-1409.
- 128) Les actes législatifs de l'exécutif, *Liber Amicorum Jean-Claude Escarras – La communicabilité entre les systèmes juridiques*, Bruylant, 2005, pp. 297-343, publié également in *Dignidad de la persona, derechos fundamentales, justicia*

- constitucional y otros estudios de derecho público* (coordination F. Fernández Segado), Dykinson, 2008, pp. 1061-1110.
- 129) Introduction à la table ronde « Le droit comparé à l'épreuve de la diversité », *Le devenir du droit comparé en France*, P.U.A.M., 2005, pp. 145-148.
- 130) L'autorité de l'interprétation constitutionnelle : aspects de droit comparé, in *L'interprétation constitutionnelle* (sous la direction de F. Mélin-Soucramanien), Dalloz, 2005, pp. 205-211.
- 131) L'accès des collectivités locales au juge constitutionnel, *La profondeur du droit local – Mélanges en l'honneur de Jean-Claude Douence*, Dalloz, 2006, pp. 45-61.
- 132) Les expériences étrangères de saisine parlementaire, *Trente ans de saisine parlementaire du Conseil constitutionnel* (sous la direction de D. Maus et de A. Roux), Economica et P.U.A.M., 2006, pp. 91-104.
- 133) Ratification et insertion dans les ordres juridiques du traité établissant une Constitution pour l'Europe, rapport introductif au colloque Constitution européenne et Constitutions nationales, Aix-en-provence, 9 et 10 septembre 2005, *Annuaire international de justice constitutionnelle 2005*, Economica et P.U.A.M., 2006, pp. 265 et ss.
- 134) L'attribution des compétences aux collectivités régionales et locales et le rôle du juge constitutionnel, rapport introductif au colloque Autonomie régionale et locale et Constitutions, Aix-en-Provence, 8 et 9 septembre 2006, *Annuaire international de justice constitutionnelle 2006*, Economica et P.U.A.M. 2007, pp. 475 et ss.
- 135) Louis Favoreu et l'exception d'inconstitutionnalité, *Hommage à Louis Favoreu*, Aix-en-Provence, 9 septembre 2005, in *Dits et écrits à propos de Louis Favoreu*, P.U.A.M., 2007, pp. 141-149.
- 136) Le contrôle des actes non législatifs du Parlement : toujours un déni de justice ?, *Renouveau du droit constitutionnel - Mélanges en l'honneur de Louis Favoreu*, Dalloz, 2007, pp. 1065-1082.
- 137) L'objectif constitutionnel d'accessibilité et d'intelligibilité de la loi, *Mélanges en l'honneur de F. Delpérée – Itinéraires d'un constitutionnaliste*, Bruylant et LGDJ, 2007, pp. 175-186.

- 138) Liberté d'expression et religion, rapport introductif à la table ronde internationale Constitution et liberté d'expression, Aix-en-Provence, 14 et 15 septembre 2007, *Annuaire international de justice constitutionnelle 2007*, Economica et P.U.A.M. 2008, pp. 457-464.
- 139) Peut-on parler de « pouvoir » administratif ?, *1958-2008 : cinquantième anniversaire de la Constitution française* (sous la direction de B. Mathieu), Dalloz, 2008, pp. 385-393.
- 140) *Les grandes décisions des Cours constitutionnelles européennes* (sous la direction de P. Bon et de D. Maus), Dalloz, 2008, 808 p.
- 141) La Constitución de la Quinta República cumple cincuenta años, *Revista española de derecho constitucional* 2009, pp. 45-81, publié également au Chili dans l'ouvrage *La primacía de la persona – Estudios en homenaje al profesor Eduardo Soto Kloss*, legal publishing Chile, 2009, pp. 485-512.
- 142) Constitution et famille(s), rapport introductif à la table ronde internationale Constitution et famille(s), Aix-en-Provence, 12 et 13 septembre 2008, *Annuaire international de justice constitutionnelle 2008*, Economica et P.U.A.M. 2009, pp. 371-377.
- 143) La question préjudicielle de constitutionnalité en France : solution ou problème ?, in *Le contrôle de constitutionnalité par voie préjudicielle en France : quelles pratiques ?*, à paraître, publié également in *Teoría y realidad constitucional*, n° 23, premier semestre 2009, pp. 313-325.
- 144) La question prioritaire de constitutionnalité après la loi organique du 10 décembre 2009, *R.F.D.A.* 2009, pp. 1107-1124.
- 145) El Conjeso constitucional tras la revisión constitucional de 23 de julio de 2008, *Cuadernos de derecho público*, mai-décembre 2008, n° 34-35, pp. 191-224.
- 146) Les degrés du contrôle de proportionnalité, rapport introductif à la table ronde internationale Le juge constitutionnel et la proportionnalité, Aix-en-Provence, 4 et 5 septembre 2009, *Annuaire international de justice constitutionnelle 2009*, Economica et P.U.A.M. 2010, pp. 404-409.
- 147) Premières questions prioritaires de constitutionnalité, premières précisions, *R.F.D.A.* 2010, pp. 679-694.

- 148) Récuser un membre du Conseil constitutionnel, *Recueil Dalloz* 2010, pp. 2007-2017.
- 149) Constitutions et sanction pénale, rapport introductif à la table ronde internationale Constitution et droit pénal, Aix-en-Provence, 10 et 11 septembre 2010, *Economica* et P.U.A.M. 2011, à paraître.
- 150) Questions de droit administratif, rapport au colloque *Question prioritaire de constitutionnalité : premiers bilans*, Aix-en-Provence, 26 novembre 2010, à paraître.
- 151) Une nouvelle compétence du Conseil constitutionnel français : la question prioritaire de constitutionnalité, *Mélanges en l'honneur du professeur J. Miranda*, Lisbonne, à paraître.

#### **DROIT DE LA RESPONSABILITE DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

- 152) Les obstacles à la responsabilité du fait des lois : note sous Cons. d'Et. 13 octobre 1978, *Sieur Perthuis*, *D.* 1979.J.82-85.
- 153) La responsabilité des services publics utilisant des méthodes libérales, *R.F.D.A.* 1984, n° 0, pp. 141-151 ; *R.T.D.S.S.* 1984, pp. 440-454.
- 154) Agents diplomatiques étrangers et responsabilité de l'Etat français, note sous Cons. d'Et, 1<sup>o</sup> juin 1984, *Ministre des relations extérieures c/ M. Tizon et Mme Millet*, *R.F.D.A.* 1985, pp, 117-120.
- 155) Faute lourde des services fiscaux, note sous Cons. d'Et, 11 juillet 1984, *S.I.S.O.*, *R.F.D.A.* 1985, pp, 120-124.
- 156) La responsabilité du fait du service public des télécommunications (à propos de l'article 2 de la loi n° 84-939 du 23 octobre 1984 relative au service public des télécommunications), *R.F.D.A.* 1985, pp. 282-285.
- 157) Une activité professionnelle soumise à autorisation ne saurait donner lieu à indemnisation sur le fondement du principe d'égalité des charges publiques, observations sous Cons. d'Et. 29 mai 1985, *R.F.D.A.* 1986, pp. 245-246.

- 158) Pour un assouplissement des rigueurs du forfait de pension, note sous T.A. de Bastia 3 mai 1985, *Mme. Germaine Fratani* et T.A. de Bastia 12 juillet 1985, *M. Stéphane Zakariades*, *R.F.D.A.* 1986, pp. 452-458.
- 159) Forfait de pension et responsabilité -, l'application dans le temps de la loi nouvelle, note sous Cons. d'Et. 7 février 1986, *M. Didier Carbonneaux*, *R.F.D.A.* 1986, pp. 459-463.
- 160) Le maintien des rigueurs du forfait de pension, observations sous Cons, d'Et. 16 novembre 1988, *Ministre de l'économie, des finances et du budget c/ Mme. veuve Fratani et Mme. Luciani*, *R.F.D.A.* 1990, pp. 63-66.
- 161) La réparation des dommages subis par les agents publics - vers un retour aux principes de la Jurisprudence Cames, note sous Cons. d'Et, 27 Juillet 1990, *Consorts Bridet, Cattelin, Patrico*, *R.F.D.A.*, 1991, pp. 141-148.
- 162) La responsabilité du fait des personnes dont on a la garde - sur le rapprochement des jurisprudences administrative et judiciaire, note sous Cons. d'Et. 19 octobre 1990, *M. Ingremeau* et Cass. Plén. 29 mars 1991, *Association des centres éducatifs du Limousin et autre c/ Blicck*, *R.F.D.A.*, 1991, pp. 991-1002.
- 163) La responsabilité sans faute de l'Etat français envers le collaborateur occasionnel d'une personne privée étrangère, note sous Cons, d'Et. 13 janvier 1993, *Mme. Galtié*, *R.F.D.A.* 1994, pp. 91-98.
- 164) Réparation des dommages subis par les militaires du contingent et contrôle du juge de cassation, note sous Cons. d'Et. 28 juillet 1993, *Ministre de la défense c/ M. Stefani*, *R.F.D.A.* 1994, pp. 575-582.
- 165) La responsabilité du fait de la justice, *in Propriedad, expropiación y responsabilidad* (dir. J. Barnés), Tecnos et junta de Andalucia, 1995, pp. 989-1004.
- 166) La responsabilité de l'État envers les auxiliaires de justice, note sous Cass. civ. I, 30 janvier 1996, *Morand c/ Agent judiciaire du Trésor*, *R.F.D.A.* 1997, pp. 1301-1310.
- 167) Le riziculteur, les flamants roses, le législateur et le Conseil d'État ou les difficultés de la réparation des dommages imputés à la loi de 1976 sur les espèces

- protégées, observations sous Cons. d'Et., 21 janvier 1998, *Ministre de l'environnement c/ Plan*, R.F.D.A. 1998, pp. 565-568.
- 168) La responsabilité de l'État envers les auxiliaires de justice (suite), observations sous Paris, 3 décembre 1997, *Morand c/ Agent judiciaire du Trésor*, R.F.D.A. 1999, pp. 399-402.
- 169) L'obligation d'information du médecin envers le patient (Alignement de la jurisprudence administrative sur la jurisprudence judiciaire), note sous Cons. d'Et., 5 janvier 2000, *Assistance publique-Hôpitaux de Paris et Consorts Telle* (deux espèces), R.F.D.A. 2000, pp. 654-662.
- 170) La responsabilité du fait des actes de tutelle, note sous Cons. d'Et. 10 novembre 1999, *Société de gestion du port de Campoloro et Société fermière de Campoloro* et Cons. d'Et. 21 juin 2000, *Ministre de l'équipement, des transports et du logement c/ Commune de Roquebrune-Cap-Martin*, R.F.D.A. 2000, pp. 1096-1109.
- 171) La responsabilité du fait des actes de tutelle (suite), obs. sous Cons. d'Et. 6 octobre 2000, *Ministre de l'intérieur c/ Commune de Saint Florent et autres*, R.F.D.A. 2001, pp. 152-154.
- 172) Le dépassement du forfait de pension, note sous Cons. d'Et. 4 juillet 2003, *Mme Moya-Caville*, R.F.D.A. 2003, pp. 1001-1005.
- 173) La responsabilité du fait des lois pour les dommages causés par des animaux appartenant à des espèces protégées – Problèmes de fond, note sous Cons. d'Et. 30 juillet 2003, *Association pour le développement de l'aquaculture en région centre et autres*, R.F.D.A. 2004, pp. 151-155.
- 174) Vers une responsabilité de plein droit du fait des personnes dont on a la garde ?, note sous Cons. d'Et. 1 févr. 2005, *Cie AXA Courtage*, R.F.D.A. 2005, pp. 602-607.
- 175) L'arrêt *La Fleurette* aujourd'hui, *Confluences - Mélanges en l'honneur de Jacqueline Morand-Deville*, Montchrestien, 2007, pp. 185-199.
- 176) Responsabilité de la puissance publique (en collaboration avec F. Moderne puis Ph. Terneyre puis D. de Béchillon): D.1980.I.R.313-319; D.1980.I.R.501-507; D.1981.I.R.165-172; D.1981.I.R.416-421; D.1982.I.R.53-60; D.1982.I.R.375-381;

D.1982.I.R.444-450; D.1983.I.R.133-138; D.1983.I.R.315-321; D.1984.I.R.21-29;  
D.1984.I.R.105-109; D.1984.I.R.149-154; D.1984.I.R.335-347; D.1985.I.R.91-96;  
D.1985.I.R.203-213; D.1986.I.R.21-35; D.1986.I.R.249-261; D.1986.I.R.461-469;  
D.1987.Somm.111-119; D.1987.Somm.339-344; D.1988.Somm.53-62;  
D.1988.Somm.161-168; D.1988.Somm.367-380; D.1989.Somm.107-114;  
D.1989.Somm.119-128; D.1989.Somm.343-355; D.1990.Somm.295-304;  
D.1991.Somm.229-236; D.1991.Somm.286-294; D.1992.Somm.143-150;  
D.1993.Somm.141-151; D.1994.Somm.59-69; D.1994.Somm.359-366;  
D.1996.Somm.47-54; D.1999.Somm.45-62; D.2000.Somm.241-264; D.  
2002.Somm.448-451 et 523-532.

#### **DROIT DES BIENS**

- 177) Expropriation en milieu rural et environnement, *in Agriculture et environnement*, Publications périodiques spécialisées, 1981, pp. 239-265.
- 178) Sur quelques faiblesses du contrôle juridictionnel des expropriations, note sous Cons. d'Et. 13 janvier 1984, *Commune de Thiais*, *Dalloz* 1984.J.605-608.
- 179) Le statut constitutionnel du droit de propriété (à propos de la décision du Conseil constitutionnel n° 89-256 DC du 25 juillet 1989 sur l'expropriation d'extrême urgence), *R.F.D.A.* 1989, pp. 1009-1025.
- 180) L'ordonnance d'expropriation vaut-elle jugement d'expulsion des occupants se maintenant dans les lieux ?, observations sous Cons. d'Et. 18 mai 1990, *Ville de Nice c/ M. Ferrari*, *R.F.D.A.* 1991, pp. 276-278.
- 181) *Dictionnaire juridique expropriation* (en collaboration avec P. Carrias), *Dalloz*, 1993, 448 p.
- 182) Acquisitions et cessions des terrains dans les Z.A.C. ; aspects liés au droit de l'expropriation, *Droit et ville* 1993, n° 36, pp. 255-270.
- 183) Le domaine public dans le droit administratif français, *Revista chilena de derecho* 1998, n° 25, pp. 309-327.
- 184) Dommages de travaux publics, *Droit de la construction* (dir. P. Malinvaud), *Dalloz et Le Moniteur*, 2000, pp. 363-404.

- 185) La responsabilité administrative du fait de la suppression d'une aisanse de voirie, note sous Cons. d'Et. 19 janvier 2001, Département du Tarn et Garonne, *Revue juridique de l'entreprise publique* 2002, pp. 303-309.
- 186) Déclaration de projet et déclaration d'utilité publique, *Revue de droit immobilier* 2002, pp. 287-295.
- 187) L'autorité compétente pour édicter une DUP, *R.F.D.A.* 2004, pp. 243-247.
- 188) Premiers contentieux relatifs à la nouvelle déclaration de projet, note sous TA Paris 18 juin 2004, Association environnement XVème, Association Orbital et autres, *AJDA* 2005, pp. 159-164.
- 189) Déclarations de projet : l'affaire du tramway des Maréchaux devant la cour administrative d'appel de Paris, note sous CAA Paris 31 décembre 2004, Ville de Paris c/ Association Orbital et autres, *AJDA* 2005, pp. 947-949.
- 190) Réforme de la procédure d'expropriation : les questions posées par la Cour européenne des droits de l'homme, *AJPI* 2005, pp. 538-543.
- 191) Le droit administratif des biens : constitutionnalité et conventionnalité, in *Droit administratif des biens et droits de l'homme, Les cahiers du GRIDAUH*, n° 14, 2005, pp. 127-31.
- 192) *Droit administratif des biens* (en collaboration avec J.-M. Auby, J.-B. Auby et P. Terneyre), Dalloz, 5<sup>e</sup> édition, 2007, 697 p.
- 193) Vers un nouveau Code de l'expropriation, *Etudes offertes au professeur René Hostiou*, Litec, 2008, pp. 25-36.
- 194) Code de l'expropriation annoté, in *Code administratif* Dalloz, 34<sup>e</sup>me édition, Dalloz, 2011, pp. 1319-1560.
- 195) Expropriation pour cause d'utilité publique: D.1979.I.R.321-324; D.1979.I.R.513-518; D.1980.I.R.353-359; D.1980.I.R.537-542; D.1981.I.R.325-330; D.1981.I.R.535-540; D.1982.I.R.347-351; D.1983.I.R.285-291; D.1984.I.R.155-158; D.1984.I.R.193-199; D.1984.I.R.451-456; D.1985.I.R.411-416; D.1986.I.R.409-414; D.1987.Somm.397-405; D.1990.Somm.13-24; D.1990.Somm.317-320; D.1991.Somm.399-404; D.1992.Somm.379-386; D.1993.Somm.370-374; D.1994.Somm. 267-276; D.1995.Somm.378-384; D.1996.Somm.47-54.

## **DROIT LOCAL**

- 196) *La police du stationnement et de la circulation*, Editions Sirey, 1981, 173 p.
- 197) La loi de décentralisation et les mutations domaniales des collectivités locales, *Répertoire du notariat Defrénois* 1982, pp. 1329-1347.
- 198) Le Sénat et la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, in *La nouvelle décentralisation* (sous la direction de F. Moderne), Editions Sirey, 1983, pp. 39-84.
- 199) Les lois de décentralisation et la police locale, *Les petites affiches* du 22 juillet 1983, pp. 5-13, et du 25 juillet 1983, pp. 9-17 ; *Les nouvelles compétences locales* (sous la direction de F. Moderne), Editions Sirey, 1985, pp. 353-392.
- 200) La police de la sécurité dans les établissements recevant du public, *Les cahiers du C.F.P.C.* 1985, n° 17, pp. 4-15.
- 201) La police locale des transports en commun de personnes, *Les cahiers du C.N.F.P.T.*, 1988, n° 26, pp. 134-145.
- 202) Police municipale : les principes de fond, *Collectivités locales* (dir. F.-P. Bénoit), 49 p., éd. 1996-2.
- 203) Police de la circulation et du stationnement : voies ouvertes ou non ouvertes à la circulation publique, *Collectivités locales* (dir. F.-P. Bénoit), 11 p., édition 1999-2.
- 204) Police de la circulation et du stationnement : police des véhicules sur les voies publiques, *Collectivités locales* (dir. F.-P. Bénoit), 50 p., édition 1999-2.
- 205) Police de la circulation et du stationnement : police des autres activités s'exerçant sur les voies publiques, *Collectivités locales* (dir. F.-P. Bénoit), 16 p., édition 1999-2.
- 206) Police municipale : les forces d'exécution, *Collectivités locales* (dir. F.-P. Bénoit), 24 p., édition 2001-1.
- 207) Las recientes reformas territoriales francesas, *Revista aragonesa de administración pública* 2003, n° 22, pp. 607-621.
- 208) Police de la sécurité publique : protection contre les risques naturels, *Collectivités locales* (dir. J.-C. Douence), 31 p., édition 2005-2.

- 209) Police de la sécurité publique : police des activités et lieux susceptibles d'être dangereux, *Collectivités locales* (dir. J.-C. Douence), 47 p., édition 2006-1.
- 210) Le préfet face à l'inexécution par une collectivité territoriale d'un jugement la condamnant pécuniairement, note sous Cons. d'Et. 18 novembre 2005, Société fermière de Campoloro et autre, *R.F.D.A.* 2006, pp. 341-348.
- 211) V° Police, Chronique de jurisprudence administrative, *Annuaire des collectivités locales 2006*, pp. 338-347.
- 212) Police de la sécurité publique : police des être dangereux, *Collectivités locales* (dir. J.-C. Douence), 17 p., édition 2007-2.
- 213) V° Police, Chronique de jurisprudence administrative, *Annuaire des collectivités locales 2007*, pp. 293-300.
- 214) V° Police, Chronique de jurisprudence administrative, *Annuaire des collectivités locales 2008*, pp. 441-455.
- 215) V° Police, Chronique de jurisprudence administrative, *Droit et gestion des collectivités territoriales 2009*, pp. 397-404.
- 216) Police municipale : les règles de compétences, *Collectivités locales* (dir. J.-C. Douence), 47 p., éd. 2010-1.
- 217) V° Police, Chronique de jurisprudence administrative, *Droit et gestion des collectivités territoriales 2010*, pp. 475-485.
- 218) *Code général des collectivités territoriale annoté* (en collaboration)(dir. J.-C. Douence), Dalloz, 14° édition, 2011, 3346 p.

#### **DIVERS**

- 219) La redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision, *Revue de sciences financières* 1977, pp. 731-795.
- 220) Le garde des sceaux, tuteur du notariat, *Repertoire du notariat Defrénois* 1979, pp. 977-1010.
- 221) Un progrès de l'Etat de droit : la loi sur les astreintes en matière administrative et l'exécution des décisions de justice, *R.D.P.* 1981, pp. 5-51.

- 222) Le contentieux de la décision du Garde des sceaux refusant de nommer un notaire sur présentation, note sous Cons. d'Et. 12 février 1982, *M. André G., Répertoire du notariat Defrénois* 1983, pp. 632-645.
- 223) Les autorités compétentes en matière d'exercice du droit de préemption dans les Z.I.F, note sous Paris (1<sup>o</sup> chambre B.) 18 novembre 1982, *Répertoire du notariat Defrénois* 1984, pp. 997-1002.
- 224) Rubrique "Monuments", *Répertoire Dalloz de droit pénal*, 1986, 12 p.
- 225) Le régime des concessions administratives, *in Las formas de la actividad administrativa, Segundas jornadas internacioales de derecho administrativo Allan Randolph Brewer-Carias*, Caracas, 1996, pp. 241-265.